

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 26/02/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BURG VINAIGRES

1-3 ZAC des Brégaudières
17390 La Tremblade

Références : 0007206918/2026/107
Code AIOT : 0007206918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement BURG VINAIGRES implanté 1-3 ZAC des Brégaudières 17390 La Tremblade. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BURG VINAIGRES
- 1-3 ZAC des Brégaudières 17390 La Tremblade
- Code AIOT : 0007206918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BURG VINAIGRES exploite à La Tremblade une installation de production de vinaigres soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 25 octobre 2016 modifié, initialement délivré au nom de la société FUCHS. Un changement de dénomination sociale a été réalisé à compter du 6 mai 2019 au nom de BURG VINAIGRES (sans changement du numéro SIRET).

La société met en œuvre actuellement un projet de modification de ses installations qui se déroule en plusieurs phases.

Le projet consiste en une augmentation des capacités de production pour faire face à la demande croissante en vinaigre (ménager et bio notamment). L'objectif est de passer de 54 millions de litres à 10 % d'acidité initialement, à 110 millions de litres à terme.

La modification est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 23 mars 2021, qui actualise la situation administrative du site, l'emprise parcellaire et met à jour les dispositions applicables.

L'exploitant souhaite apporter des modifications à ce projet validé, relatives notamment à une augmentation de capacité de stockage d'alcool et à la mise à jour de la situation administrative du site. Elles font l'objet d'un porter à connaissance transmis en août 2025.

En parallèle, l'exploitant a transmis le 21/08/2023 une demande d'exemption à l'arrêté ministériel Sécheresse du 30/06/2023. Le porter à connaissance du 25/08/2025 embarque également des compléments à cette demande.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Protection contre la foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification du site	Arrêté Préfectoral du 25/10/2016, article 1.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Rétention et confinement	AP Complémentaire du 23/03/2021, article 8.4.1 de l'AP, modifié	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	/	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		21			
8	Documents à tenir à disposition de l'inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	AP Complémentaire du 23/03/2021, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 23/03/2021, article 8.2.4 de l'AP, modifié	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Demande d'exemption à l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite était de faire un point d'avancement sur le projet d'extension du site, encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2021 et sur le porter à connaissance du 25/08/2025 (portant notamment sur un stockage supplémentaire d'alcool).

La présence d'un représentant du SDIS a permis de recueillir son avis sur :

- l'implantation d'une réserve d'eau,
- les modalités opérationnelles d'intervention sur la rétention déportée de stockage d'alcool et l'extension du stockage d'alcool.

Compte tenu des constats effectués par l'inspection et le SDIS, les modalités de stockage d'alcool supplémentaire doivent être réévaluées par l'exploitant. Il doit notamment se positionner sur le maintien du projet.

Il est demandé à l'exploitant, au travers du présent rapport de visite, de procéder à la mise en conformité de plusieurs de ses installations (rétention aval du bassin étouffoir, installations de protection contre la foudre, installations électriques) et de mettre à jour plusieurs informations nécessaires à la prise en compte de sa demande de révision de arrêté préfectoral d'autorisation. Enfin, l'exploitant a informé l'inspection du retrait de sa demande d'aménagement de l'arrêté ministériel "sécheresse" du 30/06/2023 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2016, article 1.5.1
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : <p>Dans le cadre de sa stratégie de développement présentée en 2020 (période 2021-2025), l'exploitant poursuit les modifications de ses installations, encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 23 mars 2021.</p> <p>Les principales modifications déjà réalisées aujourd'hui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ajout de 4 tours aéroréfrigérantes et d'un fermenteur, - extensions de la cuverie et suppression des cuves en résine, - augmentation partielle de la capacité de soufflage, - création d'un chai de stockage d'alcool de 300 m³, - réalisation de la plateforme d'accueil de l'extension du bâtiment principal et création d'une voirie pompiers et d'une noue. <p>Les principales opérations du porter à connaissance de 2020 restant à conduire dans le cadre de cette stratégie sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'extension du bâtiment principal au nord d'une surface initialement prévue de 1285 m² (révisée à 1411 m² et reportée à fin 2026 / début 2027) et les études intégrant les procédés d'énergie renouvelable, en application de l'article L.171-4 du Code de la construction et de l'habitation, - la mise à niveau des installations de défense incendie au regard de cette extension, - les modifications / extensions de bureaux, locaux techniques et locaux sociaux.

Depuis, l'exploitant a transmis, par courrier du 25/08/2025 à la Préfecture, un porter à connaissance qui intègre les précisions et nouvelles évolutions suivantes :

- la mise à jour de la situation administrative

Cf. point de contrôle n°2

- l'analyse de conformité à l'arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2661

Selon l'exploitant, l'ensemble des installations soumises à ces dispositions sont conformes.

- la mise en place de panneaux photo-voltaïques en toiture de la future extension :

L'exploitant indique que les installations seront conformes aux dispositions de la section V (articles 28 à 44) de l'arrêté du 4 octobre 2010.

- les modifications apportées à la cuverie en phase travaux :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a mis à jour les volumes stockés et les rétentions associées au regard des modifications apportées en phase travaux, comparativement à ce qui a été acté dans l'APC de 2021 précité. En outre, il a modifié la numérotation des îlots de cuve, pour plus de clarté.

L'exploitant doit préciser les modalités de calcul des volumes de rétention actuels, des écarts étant constatés avec ceux initialement présents dans l'APC de 2021 (Cf. point de contrôle n°4).

Cette mise à jour sera à intégrer dans un prochain APC.

- l'analyse de conformité à l'arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

Selon l'exploitant, l'ensemble des installations soumises à ces dispositions sont conformes.

Une erreur est soulignée dans l'analyse de l'article 25 : le bassin de rétention étanche est actuellement de 100 m³(Cf. point de contrôle n°4).

- le projet de création d'un stockage extérieur d'alcool supplémentaire, en utilisant une cuve existante, en complément du chai créé :

Le dossier intègre l'analyse de conformité de la cuve envisagée à l'arrêté préfectoral n°08-2132 fixant les prescriptions applicables aux ICPE soumises à déclaration pour le stockage d'alcool de bouche de titre alcoométrique volumique supérieur à 40% (rubrique n°4755).

Dans le projet actuel, la cuve n'étant pas directement accessible par une voie engin, l'exploitant sollicite un aménagement de l'article 2.5.

En outre, l'exploitant indique que le projet est conforme aux dispositions de l'article 2.8.1. **alors notamment que le volume de rétention existant est insuffisant** (100 m³ au lieu de 150 m³ actuellement prévu dans l'APC en vigueur : cf. point de contrôle n°4) et que, si un stockage supplémentaire d'alcool est mis en œuvre, le volume de rétention doit être suffisant pour un volume cumulé de stockage du chai et de la cuve supplémentaire (tout stockage extérieur d'alcool doit être placé à une distance d'au moins 6 m d'un chai existant pour être considéré comme indépendant, même en prenant en compte la présence du mur REI240 du chai).

Il comporte également une mise à jour de l'étude de danger au regard de ce nouveau stockage d'alcool.

L'étude de danger conclut notamment que l'un des scénarios étudiés est susceptible de conduire

à des effets de surpression à 20mbar (bris de vitre) en dehors du site, sans qu'une MMR (mesure de maîtrise des risques) supplémentaire ne soit pour autant nécessaire dans le cadre de ce projet. Néanmoins, une **erreur est relevée dans les hypothèses de modélisation (sur la surface de rétention en particulier). Les modélisations et les cartographies des phénomènes dangereux associées doivent être actualisées en tenant compte des surfaces de rétention révisées.**

Ces informations, si elles sont confirmées, doivent par la suite faire l'objet d'un porter à connaissance « risques technologiques » à destination de la commune concernée par les effets, afin de lui permettre de maîtriser l'urbanisation dans les zones potentiellement exposées (point 4 de la circulaire du 4 mai 2007 relative au Porter à connaissance et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées).

Dans cet objectif, l'exploitant transmet les cartographies délimitant les zones par type d'effets (agrégés par intensité) des accidents potentiels, précisant les zones d'effets en dehors des limites de propriété à prendre en compte au titre de la maîtrise de l'urbanisation autour du site industriel.

La transmission des cartes des zones d'effets en dehors des limites de propriété à la DREAL se fait sous un format électronique géoréférencé, conformément à l'arrêté du 4 septembre 2025 modifiant l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation (les fichiers transmis doivent être exploitables par le système d'information géographique QGIS).

L'analyse du porter à connaissance fait apparaître des lacunes concernant le dimensionnement des rétentions associées au nouveau stockage d'alcool. De plus, les mesures compensatoires initialement travaillées avec le SDIS, ne répondent plus aux nouvelles contraintes opérationnelles liées à l'interdiction d'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS. Dans ces conditions, le projet ne peut être validé en l'état.

En outre, l'exploitant précise que l'autre projet de construction d'un bâtiment de stockage supplémentaire sur l'avant du site sera probablement annulé, le groupe étant en forte réflexion sur ce site et plus généralement sur ses investissements en France (situation géopolitique, poids ressenti des normes).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

S'il maintient le projet d'augmentation du stockage d'alcool, l'exploitant transmet un nouveau porter à connaissance accompagné de tous les éléments d'appréciation (dont éléments de réponse ou de correction identifiés aux points relevés dans les constats ci-dessus) et notamment des analyses de conformité aux arrêtés ministériels relevant des rubriques impactées et des éventuelles propositions de mesures compensatoires en cas de demandes d'aménagement.

Dans le cas contraire, l'exploitant informe Monsieur le préfet de sa décision d'abandonner le projet d'augmentation de stockage d'alcool.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
Prescription contrôlée : Mise à jour de la situation administrative
Constats : Comme indiqué dans le premier point de contrôle, l'exploitant a proposé, dans le cadre du porter à connaissance en date du 25/08/25, une mise à jour de la situation administrative du site intégrant la création d'un stockage d'alcool supplémentaire de 100 m ³ . Or ce projet nécessitant d'être redéfini, la prise d'acte de mise à jour de la situation administrative n'est pas nécessaire à ce stade. Lors de la présente visite, l'exploitant a transmis le suivi quotidien sur 2025 de la capacité de soufflage. Il fait état au maximum d'une production de 4,86 tonnes par jour pour la Ligne 1 et 1,32 tonnes par jour pour la Ligne 2, soit un total de 6,18 tonnes par jour, ce qui est conforme à la capacité autorisée de 9,5 t/j. Dans le cadre de la construction de l'extension nord du site, la mise en service de la ligne 3 de soufflage est reportée à fin 2028.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour la bonne information de l'inspection, en cas de nouvelle proposition de mise à jour de la situation administrative, l'exploitant veillera à préciser son positionnement au regard des sous-rubriques pour les rubriques 2925 et 4734, même si elles restent non classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2021, article 8.2.4 de l'AP, modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) <ul style="list-style-type: none">• d'au minimum deux poteaux d'incendie implantés à moins de 200 mètres du site par les voies accessibles aux engins de secours permettant chacun de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 et implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 200 mètres d'un premier appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service

<p>d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Deux réserves d'eau de 150 m³ chacune et une bâche de 160 m³ destinées à l'extinction sont accessibles en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ces réserves disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>(...)</p> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En termes de défense extérieure contre l'incendie, le site dispose actuellement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poteau d'incendie implantés à moins de 200 mètres du site fournissant un débit de 84 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures (soit 160 m³ sur deux heures) ; - deux réserves d'eau de 150 m³ chacune ; - une bâche de 120 m³ (et non 160 m³, comme prévu par l'APC de 2021 et tel qu'indiqué dans le porter à connaissance d'août 2025). <p>Selon les éléments transmis par l'exploitant dans le PAC transmis en août 2025 (surface non recoupée actualisée sans l'extension prévue de 1285 m²), les besoins en eau actuels de 420 m³ sont couverts par les moyens existants.</p> <p>Par les précisions apportées par courriel du 07/01/2026, l'exploitant confirme que le besoin en eau, au regard des modifications apportées au projet d'extension, reste inchangé à 660 m³, tel que défini dans l'APC 2021 en lien avec la future extension.</p> <p>Pour atteindre ce volume de 660 m³, il est convenu avec le SDIS d'implanter une réserve souple supplémentaire de 120 m³ au coin Nord-ouest du site. Elle doit être équipée d'une aire d'aspiration de 4x8m qui sera implantée coté chemin communal.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme demandé lors de la précédente visite, l'exploitant augmente, d'au moins une surface équivalente à une place de parking, la surface réservée à la zone d'aspiration au niveau des deux réserves d'eau de 150 m³.</p> <p>L'exploitant met en œuvre la réserve souple supplémentaire de 120 m³ au coin Nord-ouest avant la mise en service de l'extension des installations prévue dans le cadre de l'APC de 2021. Elle doit disposer d'une aire d'aspiration de 4x8 m, conformément au règlement départemental RDDECI.</p> <p>Lors de sa mise en service, l'exploitant doit solliciter le SDIS pour la réception opérationnelle de la nouvelle installation via l'adresse mail suivante : deci@sdis17.fr.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2021, article 8.4.1 de l'AP, modifié
Thème(s) : Risques accidentels, RÉTENTIONS DES CUVES DE STOCKAGE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Cette disposition est applicable au stockage d'alcool. La rétention associée à ce dernier est raccordée à un bassin étouffoir de 50 m³ disposant d'une alimentation en eau possédant une vanne d'ouverture clairement identifiée et accessible aux secours extérieurs. Il est aménagé pour permettre aux secours d'ajouter de l'eau pour assurer l'extinction par dilution des alcools collectés. Son volume d'eau est maintenu dans le temps. Le réseau de collecte et le bassin étouffoir sont conçus en matériaux résistants aux effluents enflammés. En amont du système d'extinction, le réseau est en matériaux incombustibles et adaptés aux débits à évacuer (10 l/min/m² de surface possible en feu sur le stockage d'alcool)

Le volume de la rétention en aval du bassin étouffoir est de 150 m³ minimum. En cas de débordement, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers, ni remettre en cause l'accessibilité des secours.

Pour les stockages de vinaigres et de vins (voir plan en annexe) :

- l'îlot 2007 dispose d'une rétention de 234 m³ raccordée aux rétentions des îlots 2016 et 2022 soit un volume de rétention total de 2 030 m³,
 - l'îlot 2012 dispose d'une rétention de 450 m³ raccordée aux rétentions des îlots 2016 et 2022 soit un volume de rétention total de 1 796 m³,
 - l'îlot 2016 dispose d'une rétention de 959 m³ raccordée à la rétention de l'îlot 2022 soit un volume de rétention total de 2 360 m³,
 - l'îlot 2022 dispose d'une rétention de 1027 m³ raccordée à la rétention de l'îlot 2016 soit un volume de rétention total de 2 036 m³,
- [...]

Constats :**1/ Rétention déportée du stockage d'alcool :**

Lors de la précédente visite, il a été constaté que la rétention en aval du bassin étouffoir dispose d'un volume actuel d'environ 97 m³ (pour un volume minimum de 150 m³ prévu par l'APC de 2021).

Lors de la précédente visite, l'exploitant a proposé de compléter la rétention déjà disponible par les pieds de cuve de l'îlot 3. Il avait été demandé à l'exploitant de prévoir d'implanter 3 boîtes à mousse (sans stockage d'émulseur) : 1 au niveau du bassin étouffoir, 1 au niveau de sa rétention aval et 1 au niveau de la partie couloir de la cuverie de l'îlot 3 en mesure compensatoire au volume insuffisant de rétention.

Cette disposition n'étant plus envisageable au regard des contraintes opérationnelles du SDIS (cf.

<p>point de contrôle n°1), l'exploitant doit mettre en conformité son équipement.</p> <p>De plus, si l'exploitant confirme l'implantation d'un stockage supplémentaire d'alcool, les volumes de stockage du chai et de la cuve doivent être cumulés pour déterminer le volume nécessaire de rétention aval, si ces deux stockages d'alcool ne peuvent pas être considérés comme indépendants (distants de moins de 6 m).</p> <p>Après échanges au cours de la visite, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une rétention en aval du bassin étouffoir adaptée au volume d'alcool stocké.</p> <p><u>2/ Rétention des stockages de vins et de vinaigres :</u> À la demande de l'inspection, pour les stockages de vinaigres et de vins, l'exploitant a rebaptisé les îlots de stockage et leurs rétentions associées car leur désignation antérieure, liée à l'évolution historique, était peu lisible. Les nouveaux volumes de rétention indiqués par îlots ne sont pas systématiquement en cohérence avec ceux inscrits dans l'APC de 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1/ L'exploitant adapte la capacité de rétention déportée, en aval du bassin étouffoir, à la quantité d'alcool stockée afin de répondre à la capacité exigée par l'arrêté complémentaire (150m³).</p> <p>2/ L'exploitant justifie les nouveaux volumes de rétention annoncés par îlot. Il met à jour le plan d'intervention des secours et ses procédures internes afin de clarifier les modalités de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.</p> <p>Ces modifications seront prises en compte dans un prochain APC du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Vérification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification.</p> <p>Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification électrique du site et le certificat Q18 associé (rapports APAVE ref. 5780245-015-1 du 12/02/2025).</p> <p>Le Q18 conclut que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion et fait état de 8 observations.</p> <p>Le contrôle annuel fait état de 34 observations.</p> <p>Selon l'exploitant, il reste 10 observations à lever au global, dont certaines interventions nécessitent une coupure Haute tension qui est programmée prochainement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant renforce son suivi des installations électriques : il réalise les travaux nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les rapports de vérification des installations électriques et en assure la traçabilité.</p> <p>Il met en conformité les anomalies électriques pouvant générer un risque d'incendie ou d'explosion dans un délai n'excédant pas un mois et solde les autres anomalies dans l'année qui suit la vérification des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Vérification complète

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de vérification complète réalisée par APAVE (rapport ref. 10212908-002-1) du 20/12/2023,

<p>- le rapport de vérification visuelle réalisée par APAVE (rapport ref. 13786252-001) du 11/04/2025. Ce dernier rapport fait état de 2 observations.</p> <p>L'exploitant indique que les travaux sont en cours et devraient être finalisés avant la prochaine vérification complète.</p> <p>En outre, pour les futures installations, l'exploitant s'engage à mettre en œuvre les équipements préconisés par les études réalisées.</p> <p>L'inspection a constaté que les deux compteurs d'impact foudre en place sur le site affichent Zéro.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise les actions correctives nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les derniers rapports de vérification des installations de protection contre la foudre du site et en assure la traçabilité.</p> <p>Il fait réaliser la vérification complète des installations et tient le rapport à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Demande d'exemption à l'arrêté ministériel sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <p>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 16/08/2023, l'exploitant avait envisagé une demande d'exemption totale de ces dispositions.</p> <p>À l'issue des précédentes visites, l'exploitant avait annoncé finaliser une demande de modification du calcul de volume de référence sur lequel s'appliquent ces réductions, au regard des volumes d'eau nécessaires à garantir la sécurité du site.</p>

<p>L'inspection avait demandé de transmettre une étude technico-économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - précisant les modalités de calcul du volume de référence à prendre en compte pour les mesures de réductions de consommation ; - explicitant le niveau maximal de réduction des prélèvements que l'exploitant peut techniquement atteindre, en justifiant l'absence d'impact environnemental d'un éventuel aménagement des taux de réduction applicables ; - précisant également les réductions de consommation autres que celles du volume de référence qu'il met en œuvre en tant que mesures compensatoires ; - définissant les actions permettant de réduire sa consommation d'eau en période d'alerte et de crise à un niveau significatif. <p>Dans le porter à connaissance d'août 2025, l'exploitant a indiqué que sa consommation d'eau était liée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ au fonctionnement des tours aéroréfrigérantes, dont la consommation est déjà réduite par environ 20 % de re-use et au lavage des gaz de fermenteurs ; 2/ au nettoyage des lignes ; 3/ à la production des vinaigres, l'eau étant un des principaux ingrédients. <p>L'exploitant s'engage à poursuivre la réduction de consommation liée aux TAR jusqu'à 22 à 25 %. Il indique que des projets sont en cours pour réduire les eaux de nettoyage.</p> <p>Pour réduire la consommation de l'eau en tant qu'ingrédient, il travaille notamment à commercialiser des recettes plus concentrées.</p> <p>L'inspection confirme que les consommations évoquées au 1/ peuvent être déduites du volume de référence sur lequel s'appliquent les mesures de réduction en cas de sécheresse.</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne sollicite plus d'aménagement à l'arrêté sécheresse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirme par courrier à Monsieur le Préfet qu'il ne sollicite plus l'aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023 modifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Documents à tenir à disposition de l'inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; 2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ; 3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et

<p>l'alimentation en eau potable de la population ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté. Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents prévus par les items 1° et 6° de l'article.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établit les documents prévus par les items 1° et 6° de l'article et les tient à disposition de l'inspection.</p> <p>Pour mémoire, en cas de déclenchement d'un niveau de gravité, l'exploitant doit être en mesure de présenter les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>